

## Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

*Date de la contribution : 07/05/2024*

### Périmètre du dispositif de modification de la puissance de raccordement

**Question 1 :** Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

Les datacenters ou centres de données, qui sont en quelque sorte le transport en commun des données, permettent de mutualiser les besoins des entreprises et des administrations en matière d'hébergement de données. Les infrastructures (serveurs, systèmes de refroidissement), les ressources utilisées (sols, matières premières...) sont ainsi utilisées plus efficacement. Sans datacenter, pas de numérique, et pas d'économie dans un monde digitalisé.

On compte environ 250 datacenters commerciaux, dits de colocation, en France ; ils commercialisent des surfaces bâties et des capacités électriques associées auprès de différents clients. Les contrats de location des espaces qu'ils proposent précisent donc à la fois les surfaces et les puissances électriques mises à disposition sur toute la durée du contrat signé. Pouvoir proposer une énergie fiable à court, moyen et long terme, est rassurant pour les investisseurs.

La remise en question des puissances de raccordement en cours de durée de vie opérationnelle des datacenters rendrait caduques les contrats passés avec les clients des opérateurs de datacenters de colocation. Leur activité, les prestations qu'ils proposent, pourraient ainsi être remis en cause, alors qu'ils contribuent à la souveraineté numérique du pays.

C'est ainsi tout le modèle économique qui serait mis à mal par cette restriction, qui limiterait ainsi les capacités de croissance. Ceci aura un impact sur l'attractivité de la France, limitant ainsi les investissements dans le pays.

**Nous proposons que les datacenter de colocation, a minima, soient exclus des catégories d'installations soumises à ce dispositif.**

France Datacenter, qui comprend les préoccupations actuelles concernant les réseaux et les transports d'électricité, se tient à la disposition de la CRE pour présenter la spécificité des activités de la filière datacenter et ouvrir une séquence de discussion à cet égard. Notre filière souhaite vivement travailler en étroite collaboration avec la CRE, avec RTE et avec les agences gouvernementales afin d'améliorer les prévisions et la planification des consommations afin de garantir que la France soit en mesure de soutenir à la fois une économie décarbonée et numérisée.

### Niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le gestionnaire de réseau

**Question 2 :** Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

Dans la mesure où la CRE justifie l'optimisation de la puissance de raccordement par la prise en charge partielle par la collectivité des coûts de raccordement et d'entretien du réseau, les raccordements de secours, dont les coûts de raccordement ont entièrement été supportés par le consommateur, doivent être exclus du dispositif (pas de réfaction sur les secours).

De même, dans la mesure où la puissance est effectivement souscrite, le consommateur contribue à la maintenance des ouvrages à hauteur de la puissance de soutirage souscrite. Le consommateur ne devrait donc pas se voir priver d'un droit à soutirage qu'il finance régulièrement.

# France Datacenter

Enfin, les puissances de raccordement des datacenters sont dimensionnées en fonction des capacités maximales totales des salles informatiques et tiennent compte des besoins des infrastructures de refroidissement. Le refroidissement est indispensable afin d'assurer une continuité de service et ces besoins évoluent régulièrement. Par conséquent, il est nécessaire d'adapter les dimensionnements.

**Nous formulons à nouveau le souhait qu'une réunion avec les acteurs de la filière puisse se tenir afin de recueillir un consensus.** France Datacenter renouvelle sa proposition d'échange et de co-réflexion combinant lisibilité des consommations du secteur et sécurisation du modèle de développement.

**Question 3 :** Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

*Voir question 5*

**Question 4 :** Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

## Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une nouvelle installation par les gestionnaires de réseaux

**Question 5 :** Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

Dans le cas d'un datacenter de colocation, le départ d'un client, par exemple, peut entraîner une baisse temporaire de puissance consommée, puis, l'arrivée d'un nouveau client peut entraîner une remontée progressive de cette puissance consommée sur plusieurs années.

Dans cet exemple, la mise à jour annuelle revue à la baisse contrarierait la capacité de relance du datacenter. Elle pourrait avoir un impact significatif sur l'attrait de la France dans la compétition à l'hébergement de données.

La fréquence annuelle de mise à jour de la puissance de raccordement n'est donc pas compatible avec la gestion d'une activité industrielle, quelle qu'elle soit, et notamment celle des datacenters.

**Question 6 :** Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

Dans les datacenters, et notamment les datacenters de colocation, la montée en puissance est variable, et peut parfois être supérieure à 5 ans car elle repose sur la montée en charge des serveurs des clients, qui sont eux-mêmes dimensionnés pour répondre à des besoins futurs et en constante évolution du fait du développement du digital dans tous les secteurs d'activités de la société (ex : IA générative). Il est nécessaire de garder, en vue de l'avenir, une certaine capacité de réserve avec l'évolution des usages.

Dans les faits, la commercialisation des espaces de colocation peut prendre entre 1 à 3 ans après la mise en service du datacenter.

**Dans ces conditions, nous proposons que les datacenters de colocation, dont certains sont considérés d'importance vitale, et à l'heure où un projet de loi (examiné prochainement) les envisage comme projet d'intérêt national majeur, soient exclus des catégories d'installations soumises au dispositif.**

Il est également important de considérer différemment les sites / raccordements dont l'activité ou le propriétaire évoluent afin de ne pas empêcher un programme de modernisation, ou un projet de réindustrialisation. Cette approche pourrait entraîner un désintérêt à la reprise de sites industriels préexistants et à la réappropriation des friches industrielles qui disposaient jusque-là de réserves de puissance. Nous proposons que le cycle soit reconsidéré à chaque changement de propriétaire.

## Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une installation existante par les gestionnaires de réseaux

**Question 7 :** Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

Compte tenu de ce qui a été exposé précédemment, France Datacenter et les opérateurs de datacenters de colocation qui la compose **ne sont pas favorables à la procédure automatique qui est proposée**. La modification de la puissance de raccordement devrait a minima avoir lieu après une concertation avec l'évolution de l'activité professionnelle, afin de prendre en compte les éventuels projets de relance, de modernisation, les changements d'usages de l'énergie....

**Question 8 :** Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?

**France Datacenter n'est pas favorable à une procédure automatique de modification de la puissance de raccordement des installations existantes, comme exposé en question 6 pour les installations nouvelles.**

Ces propositions sont en effet assez problématiques pour les entreprises de fournisseurs de cloud, car elles limitent la capacité de croissance des datacenters, et elles créent des difficultés opérationnelles et de fiabilité en limitant la capacité supplémentaire nécessaire aux mesures de sauvegarde.

**Question 9 :** Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

Dans tous les cas, il est nécessaire d'exclure les raccordements de secours.

**Question 10 :** Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

Une indemnisation est nécessaire à tout changement contractuel. Toutefois, France Datacenter, comme indiqué précédemment, n'est pas favorable aux changements contractuels, et par là, au principe même d'indemnisation.

**Question 11 :** Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

**Question 12 :** Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

**Question 13 :** En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

# France Datacenter

**Question 14 :** Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

**Question 15 :** Question 15 Etes-vous favorable la durée Nmoy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

**Question 16 :** Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

**Question 17 :** En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

**Question 18 :** Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?